

Burundi : le bal des autruches

La Libre Belgique, 16 mai 2018 Les Burundais sont appelés aux urnes ce jeudi pour adopter des modifications nombreuses de la Constitution de 2005, dont le socle est l'Accord de paix d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile Hutu-Tutsi (1993-2005), qui fit 300 000 morts, essentiellement civils.

Pour adopter est l'expression juste puisque les déclarations menaçantes des autorités, les violences de la milice Imbonerakure du parti au pouvoir et celles de la police ont bien fait comprendre aux citoyens que non seulement ils ne pouvaient voter sans être considérés comme hors la loi, mais que même s'abstenir leur était interdit. Dans la pratique, les changements vont accroître les pouvoirs du Président et de son parti, mais aussi légaliser des violations de la Constitution actuelle. Ce discours de légitimation, contredit par une pratique répressive d'impunité, est l'image du régime. Dirigé par un chef d'Etat qui se croit élu de Dieu, il est enfermé dans un autoritarisme ubuesque et ses principales figures semblent avoir perdu le contact avec la réalité. En avril dernier, le Président a ainsi limogé son ministre des Affaires étrangères, Alain-Aimé Nyamitwe, jugé responsable de la mauvaise image du pays à l'extérieur, pour le remplacer par Ezechiel Nibigira, ancien patron des Imbonerakure, dont les 100 000 membres sèment la terreur dans tout le pays! Le Burundi enfonce dans la peur et la misère, mais l'Onu et l'Union africaine agissent faiblement ou pas du tout, faisant semblant de croire qu'un dialogue interburundais amènera une solution, alors que Bujumbura le refuse depuis juillet 2015, assurant qu'il n'y a pas de crise. Et celle que vivent les 432 000 réfugiés burundais est la moins financée de la planète, dit le Haut commissariat aux réfugiés. Le monde attendra-t-il une aggravation de la tragédie pour cesser de faire l'autruche? Commentaire par Marie-France Cros.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});